



CoGiTo 59

PREMIER SYNDICAT DE LA DRFIP NORD



SOMMAIRE

La DGFIP n'a pas inventé l'eau chaude et Quoi qu'il en coûte... mais pour la guerre - Page 1

Balance ton manager toxique
#MANTOX - Page 2

Inondation à Kennedy et panne de chauffage à Valenciennes : 2 salles, 2 ambiances ! et Une assemblée générale enthousiasmante - Page 3

Journée d'action retraités, jeu revendicatif et bulletin d'adhésion - Page 4

La DGFIP n'a pas inventé l'eau chaude

Prenant prétexte de la situation internationale, le gouvernement avait interdit en 2023 l'eau chaude dans les sanitaires pour "faire des économies", dérogeant à son obligation de fournir des lavabos à eau potable à température réglable dans les installations sanitaires. Mais voilà, cette dérogation a expiré le 31 juin 2024 !

Signalé dans le cahier hygiène et sécurité de la DRFiP Nord du 6 février 2025, la direction n'a pas eu honte d'indiquer qu' "après contact avec la centrale, la suppression de l'eau chaude sanitaire des lavabos des bâtiments publics pour répondre à des objectifs de sobriété énergétique est maintenue" !

Bref, quand il s'agit d'appliquer la loi pour améliorer les conditions de travail des collègues, la DG s'en lave les mains... à l'eau froide !

Quoi qu'il en coûte... mais pour la guerre.



Depuis quelques semaines, un double discours prend place à la tête de l'État Français. Notre premier ministre, empêtré depuis le début de son mandat dans l'affaire Bétharram, trouve tout juste le temps pour dire que l'État est en quasi-faillite, et que tous les ministères doivent se serrer la ceinture.

Le président quant à lui, Mozart de la finance, brandit une exception à cette disette, le Ministère de la Défense, pour lequel il veut des moyens presque illimités ! 2 % du PIB aujourd'hui, il avait promis 3 %, il évoque même aujourd'hui les 5 % !

Rappelons que la difficile situation budgétaire française, a particulièrement dérapé lors des années Macron, pendant lesquelles la « politique de l'offre » a été mise en place, avec des réductions d'impôt massives envers les entreprises et les contribuables les plus aisés.

Baisse du taux d'IS de 33 à 25 %, baisse des impôts de production, extension du CICE et sa transformation en exonérations de cotisations sociales, suppression de l'ISF, suppression de l'Exit Tax, de la TH (dont les plus grands bénéficiaires sont les plus aisés), etc. Tout ça pour quelle efficacité économique ? Quasi-nulle.

Macron et son gouvernement manient la peur et la surenchère nationaliste pour nous imposer une économie de guerre financée par des reculs sociaux : augmentation du temps de travail, recul de l'âge de départ à la retraite, blocage des salaires.

Face à ces dangers, la CGT réaffirme son opposition à la guerre et à une politique qui dessert nos intérêts. Refusons la politique d'austérité pour le monde du travail et le puits sans fond des dépenses militaires.

Aujourd'hui, l'urgence c'est d'investir massivement dans les services publics, la santé, l'éducation, la culture, les services sociaux...

Faisons entendre notre voix pour imposer notre agenda social, refuser la guerre et porter la voix de la paix, de la justice sociale et du désarmement.

BALANCE TON MANAGER TOXIQUE

#MANTOX

Malgré un déni de la DGFIP, la CGT Finances Publiques reçoit de plus en plus d'alertes des services sur une souffrance au travail. Celle-ci se développe dans un environnement où le mal-être au travail et le maltravail se sont installés durablement et continuent à se développer par l'oppression systémique liée au travail sous un capitalisme ultralibéral. Ce contexte d'intensification et de déshumanisation du travail ajoute une pression forte, mettant à mal les collectifs de travail et laissant de plus en plus les salariés exposés à l'arbitraire des administrations. Celles-ci ont pourtant une responsabilité et une obligation vis-à-vis de la santé mentale et physique de leurs personnels.



Le Sociomètre des risques psycho-sociaux

ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DE QUALITÉ	Sens du travail	1
	Autonomie	2
	Charge de travail adaptée et effectifs suffisants	3
	Respect du temps de travail	4
	Reconnaissance	5
	Ambiance de travail agréable	6
	Déconnexion réelle	7
	Télétravail satisfaisant	8
ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL HOSTILE	Interrogation sur le sens du travail	9
	Pressions et contrôles hiérarchiques	10
	Augmentation du volume de travail	11
	Pas de prise en compte du temps de travail	12
	Manque de reconnaissance	13
	Relations interprofessionnelles dégradées	14
	Open space ou flexoffice	15
	Difficultés à se déconnecter	16
ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DE RUPTURE	Télétravail en mode dégradé	17
	Perte de sens du travail	18
	Subordination exacerbée, corvéabilité	19
	Charge de travail surdimensionnée ou sous-dimensionnée	20
	Dépassement généralisé du temps de travail et travail gris	21
	Aucune reconnaissance	22
	Reproches incessants, humiliations, isolement	23
	Impossibilité à se déconnecter	24
	Télétravail subi en mode très dégradé	25

Or, les agent.e.s de la DGFIP veulent être reconnus pour leur travail d'utilité publique ont un besoin de sens pour maintenir ce dépassement perpétuel lié principalement au déficit d'emplois que les gouvernements creusent d'année en année sous prétexte de rigueur budgétaire.

En France s'est installé un culte de la performance et du dépassement où toutes les activités sont mises en chiffres. Conséquence : le travail n'est plus perçu comme un objet de satisfaction, même bien accompli. Les personnels s'échinent à faire quand même le travail mais s'épuisent jusqu'à parfois souhaiter mettre fin à leurs jours (perte de sens du travail, perte d'autonomies et de savoir, conflits de valeur, perte d'estime de soi : 6 suicides et 6 tentatives de suicide depuis le 1er janvier 2025 à la DGFIP).

Les pratiques managériales sont pointées du doigt comme l'un des premiers facteurs de stress au travail, qui touche une part importante des actifs. La CGT Finances Publiques dénonce dans notre administration le gâchis humain, social et économique engendré par un management désincarné et pathogène, dû à ce que l'on peut qualifier de harcèlement moral qu'il est nécessaire de faire cesser.

Nul n'en parle mais le mal est profond. La DGFIP, traverse une crise organisationnelle qui n'est pas sans rappeler celle qu'ont connue les employés de France Télécom de 2007 à 2010.

La DRFIP Nord a sa part dans ce mal-être et les signalements augmentent en instance. En minimisant les faits graves de pratiques managériales toxiques, comme de simples "maladresses", ils sous-estiment le mal être des agents harcelés qui développent des pathologies liées au stress. Il n'y a pas de pied d'égalité entre "harceleur et harcelé".

La CGT Finances Publiques 59 combat au quotidien et dans toutes les instances paritaires ces pratiques toxiques. Votre voix est indispensable, la parole doit continuer à se libérer. Il est difficile de s'exprimer face aux agissements d'un chef de service harceleur, nous vous invitons à nous contacter si vous vous sentez victime d'un management toxique. Vous pouvez le signaler, de façon anonyme ou non, dans l'application SignalFip (portail applicatif dans l'onglet "mes démarches RH").

INONDATION À KENNEDY ET PANNE DU CHAUFFAGE À VALENCIENNES : 2 SALLES, 2 AMBIANCES !

Juillet 2024, une importante inondation paralyse l'immeuble de la direction situé avenue Kennedy à Lille. Immédiatement, les collègues sont placés en télétravail, des locaux temporaires sont trouvés en urgence, la formation spécialisée est réunie et utilement informée des dernières nouvelles concernant les conséquences de cette inondation.

Février 2025, l'une des 2 chaudières du centre des finances publiques de Valenciennes tombe en panne, la température dans les locaux atteint péniblement 14°C le matin dans le centre pour les meilleures journées, 9°C au plus bas. Et ensuite ? Rien !

Il faudra que les élus de la formation spécialisée déclenchent un droit d'alerte pour que la direction daigne agir... en plaçant les collègues en télétravail, en cherchant des solutions de replis temporaires ? Non ! Elle donnera une consigne floue : les chefs de service peuvent placer les agents en télétravail si c'est possible... Elle fournira également 12 radiateurs électriques, bien trop insuffisant pour chauffer le volume et dont certains sont, en plus, défectueux.

Pire, elle se lancera dans un débat avec les organisations syndicales sur l'ambiance thermique dans le centre. Alors que nous remontons tous les matins la température qu'il fait dans le centre (entre 14°C et 9°C!), la direction fait des contres-relevés qui ne donnent pas les mêmes chiffres... forcément, elle les fait à 11h30, quand la deuxième chaudière a pris le relais de celle en panne.

Pendant ce temps-là, les collègues travaillent dans des températures glaciales, et dans la cantine du centre des finances publiques, il fait moins de 9°C tous les jours, obligeant la salariée de Dupont Restauration à travailler dans des conditions indignes !



En outre, alors que les membres de la formation spécialisée ont exercé leur droit d'alerte, la direction a l'obligation de faire une visite avec un membre de la FS et de tenir une réunion si le désaccord persiste entre la direction et les représentants du personnel. Mais voilà, la direction a jugé, sans se déplacer, que l'ambiance thermique ne constituait pas un danger grave et imminent pour les collègues, contrevenant à toutes ses obligations et aux règles en vigueur.

Enfin, comment ne pas voir la différence de traitement entre le bâtiment abritant la direction à Lille et ceux au-delà du périphérique ? Notamment à Dunkerque, Tourcoing ou encore Maubeuge, dont les conditions de travail sont également calamiteuses d'un point de vue bâtiminaire ?

En tout cas, la CGT continuera de dénoncer ces conditions de travail inadmissibles partout sur le département et continuera d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour porter les revendications des collègues et améliorer les conditions de travail ! Nous ne nous résignerons jamais !

UNE ASSEMBLEE GENERALE ENTHOUSIASMANTE



Ce mardi 22 avril, près d'une centaine de collègues ont participé à notre assemblée générale annuelle, qui s'est déroulée à la Bourse du Travail à Lille.

Le rapport d'activité à mi-mandat du syndicat national y a été présenté et débattu, de même que l'activité de notre section C.G.T. Finances Publiques 59, en présence d'un représentant du Bureau National et des sections CGT de la DIRCOFI Nord et du Pas-de-Calais.

Visites de services, participation aux instances, alertes face à des situations de management toxiques, construction des mobilisations sociales, et un seul but : la défense des agents et du service public par tous les moyens.

Ce moment fraternel s'est conclu par l'élection unanime de notre commission exécutive et de notre bureau, avant de partager un repas convivial.

JOURNEE D'ACTION RETRAITES



L'Union confédérale des retraités (UCR) CGT et sept autres organisations de retraités ont appelé à une mobilisation le jeudi 20 mars. 600 retraités étaient rassemblés à Lille lors de cette journée d'action.

Les revendications spécifiques des retraité.e.s (revalorisation des pensions, accès aux soins, Sécurité Sociale intégrale, défense des Services Publics) impliquent toutes les générations. Le gouvernement et le Patronat veulent financer les retraites pour partie par les retraité.e.s (suppression de l'abattement des 10%, augmentation de la CSG, désindexation des pensions...), alors il est important de rappeler que 60% des retraités perçoivent une pension inférieure au SMIC, et que 33% d'entre eux sont en dessous de 1000€ par mois, dont les deux tiers sont des femmes.

JEU REVENDICATIF REBUS



Nous cherchons une citation et son auteur ! Si vous avez trouvé, écrivez-nous à cgt.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr... un cadeau-surprise est en jeu ; le gagnant sera tiré au sort !

Une question ou une réaction concernant ce numéro COGITO? Ecrivez-nous!



Bulletin d'adhésion



NOM : PRÉNOM :

Date de naissance : ... / ... / Grade : Échelon : N° DGFIP :

Adresse postale :

Mail professionnel :

Mail personnel :

Tél : / / / / Port : / / / /

☐ NVO (hebdo d'actualité) ☐ OPTIONS (journal des cadres et techniciens) ☐ VIE NOUVELLE (journal des retraités)

Date : Signature :

Adresse postale : 82 Av. du Président John F. Kennedy, 59800 Lille

■ Site internet : <http://cgt.drifip59.free.fr/>

■ Adresse mail : cgt.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr

■ Facebook : CGT Finances Publiques Nord